

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het koninklijk Besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen*

Art. 4. In artikel 1, § 2, punt 5, van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 5 worden de woorden “de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer - Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid - Directie Certificering en Inspectie, waarvan de kantoren gelegen zijn in City Atrium - Vooruitgangstraat 56, 1210 Brussel” vervangen door de woorden “Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur”;

2° de paragraaf wordt aangevuld met de punten 24 tot 25, luidend als volgt:

“24. “de technisch toelaatbare maximummassa (M)”: de door de fabrikant opgegeven, op de constructie en de prestaties gebaseerde maximummassa van het voertuig die bepaald wordt op basis van de weerstand van het chassis en de andere organen van het voertuig, ook wel de “toelaatbare maximummassa” genoemd;

25. “basisvoertuig”: elk voertuig dat in de eerste fase van een meerfasentypegoedkeuringsprocedure wordt gebruikt.”.

Art. 5. In artikel 2, § 2, 1, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “van de artikelen 10, 11, § 3 en 13” vervangen door de woorden “van de artikelen 8bis, 8ter, 10, 11, § 3, en 13 van dit besluit”.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 8ter ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 8ter. § 1. De ombouw van een voertuig, in toepassing van artikel 8bis, voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° de maximale toegelaten massa van het voertuig, de maximale toegelaten massa van de trein en de maximale toegelaten massa’s van de assen mogen niet worden gewijzigd;

2° na de ombouw mag de verdeling van de massa van het voertuig in rijklare toestand over de assen niet meer dan 10% groter zijn dan de verdeling van deze massa over de assen van het basisvoertuig.

§ 2. In tegenstelling tot de bepalingen van artikel 4, § 6, is het akkoord van de fabrikant van het basisvoertuig of zijn gevolmachtigde voor van deze ombouw niet vereist.

De installateur, namelijk de natuurlijke of rechtspersoon die de ombouw uitvoert of er verantwoordelijk voor is, toont zijn samenwerking met de fabrikant van het basisvoertuig aan. Zoniet moet de installateur aan de goedkeuringsinstantie aantonen dat hij toegang heeft tot de nodige technische documentatie voor het basisvoertuig.”.

Art. 7. In bijlage 9 bij hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2023, deel III, worden op regel C10 van de tabel de woorden “Massa’s en” ingevoegd vóór het woord “Afmetingen”. ».

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepaling*

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden de verkeersveiligheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 november 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48792]

16 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la rémunération des missions déléguées de nature économique confiées à Wallonie Entreprendre et ses filiales spécialisées ou à une société spécialisée

Le Gouvernement wallon,

Vu les lois sur la comptabilité de l’Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 55 et 58, modifiées par la loi du 25 juillet 2008 ;

Vu le décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées ;

Vu le décret du 21 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l’année budgétaire 2023 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l’énergie en Région wallonne ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 septembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné en date du 20 octobre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours le 24 octobre 2023 en application de l'article 84, § 1, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 24 octobre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 74731 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 octobre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la volonté du Gouvernement wallon de simplifier et d'harmoniser la politique de rémunération actuelle des missions déléguées de nature économique confiées à Wallonie Entreprendre, ses filiales spécialisées ou à une société spécialisée (ci-après « les Titulaires de missions déléguées »);

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er} : OBJET

Le Gouvernement wallon fixe comme suit les nouvelles modalités de rémunération appliquées aux missions déléguées de nature économique confiées aux Titulaires de missions déléguées :

Dans le cadre de la gestion des participations financières :

La rémunération due aux Titulaires de missions déléguées pour l'ensemble des prestations réalisées dans le cadre de l'exercice de missions déléguées relatives à la gestion des participations financières est fixée à un montant annuel de 2% (hors taxes de toutes natures) calculé sur le montant libéré des participations souscrites en missions déléguées au nom et pour le compte de la Région wallonne au 31 décembre de chaque année.

Les Titulaires de missions déléguées mettront en œuvre leurs meilleurs efforts afin de faire supporter cette charge par les sociétés participées.

La Région wallonne se verra facturer la différence entre les montants ayant pu être effectivement répercutés auprès des sociétés participées et le montant de 2% visé ci-dessus.

Dans le cadre de la gestion des prêts :

La rémunération due aux Titulaires de missions déléguées pour l'ensemble des prestations réalisées dans le cadre de l'exercice de missions déléguées relatives à la gestion des prêts est fixée à un montant annuel de 2% (hors taxes de toutes natures) calculé sur le solde restant dû des prêts accordés en missions déléguées au nom et pour le compte de la Région wallonne au 31 décembre de chaque année.

Les Titulaires de missions déléguées mettront en œuvre leurs meilleurs efforts afin de faire supporter cette charge, en tout ou en partie, par les sociétés financées.

La Région wallonne se verra facturer la différence entre les montants ayant pu être effectivement répercutés auprès des sociétés financées et le montant de 2% visé ci-dessus.

Dans le cadre de la gestion des garanties

La rémunération due aux Titulaires de missions déléguées pour l'ensemble des prestations réalisées dans le cadre de l'exercice de missions déléguées relatives à la gestion des garanties est calculée selon la formule suivante (hors taxes de toutes natures) :

Coûts directs et indirects affectés à l'octroi de la garantie × 105%

Le montant total de la rémunération due aux Titulaires de missions déléguées en application de la présente disposition ne pourra pas être supérieur aux commissions de garantie facturées.

Article 2 : NEUTRALITE BUDGETAIRE

L'impact budgétaire de cette politique de rémunération devra être neutre pour la Région wallonne.

Si les modalités présentées à l'Article 1 devaient présenter une charge supplémentaire pour la Région, une diminution des moyens octroyés par la Région annuellement pour prendre en charge une partie des frais de fonctionnement octroyé à Wallonie Entreprendre à hauteur de cette charge sera réalisée.

Un rapport sur la neutralité budgétaire sera établi chaque année, à destination du Ministre de l'Economie et du Ministre du Budget, et sera présenté au Gouvernement à l'occasion de la première décision du Gouvernement relativement à l'octroi à Wallonie Entreprendre de moyens au titre de missions déléguées de nature économique.

Article 3 : MOYENS PROMERITES

Après application des dispositions prévues aux articles 1 et 2, le produit généré durant l'exercice des missions déléguées de nature économique (intérêts sur les prêts et dividendes) sera rendu au trésor de la Région.

Le remboursement en amortissement des prêts (le capital) ou les réductions de capital en numéraire étant remboursé au trésor de la Région une fois la clôture de cette mission déléguée réalisée.

Un rapport sur le produit des missions déléguées de nature économique sera établi chaque année, à destination du Ministre de l'Economie et du Ministre du Budget, et sera présenté au Gouvernement à l'occasion de la première décision du Gouvernement relativement à l'octroi à Wallonie Entreprendre de moyens au titre de missions déléguées de nature économique.

Article 4 : MODALITES DE PAIEMENT

Les modalités de paiement des rémunérations visées aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté seront prévues au sein d'une Convention à conclure entre la Région wallonne et les Titulaires de missions déléguées.

Article 5 : CHAMP D'APPLICATION

Les conditions de rémunération sont applicables pour l'ensemble des missions déléguées de nature économique confiées aux Titulaires de missions déléguées à compter du 9 janvier 2023.

Les conditions de rémunération prévues, le cas échéant, au sein des différents arrêtés du gouvernement wallon confiant des missions déléguées de nature économique aux Titulaires de missions déléguées sont réputées abrogées et ne seront plus appliquées à compter de cette date.

Article 6 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Namur, le 16 novembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/48792]

16. NOVEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Vergütung für übertragene Aufgaben wirtschaftlicher Art, die "Wallonie Entrepreneurs" und ihren spezialisierten Tochtergesellschaften oder einer spezialisierten Gesellschaft anvertraut werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, Artikel 55 und 58, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Juli 2008;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2022 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2023;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Januar 2022 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund der am 15. September 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Oktober 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 24. Oktober 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 24. Oktober 2023 unter der Nummer 74731 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

In Erwägung des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 26. Oktober 2023, gemäß Artikel 84, § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung des Willens der Wallonischen Regierung, die aktuelle Vergütungspolitik für übertragene Aufgaben wirtschaftlicher Art, die "Wallonie Entrepreneurs", ihren spezialisierten Tochtergesellschaften oder einer spezialisierten Gesellschaft anvertraut wurden (im Folgenden "Inhaber übertragener Aufgaben"), zu vereinfachen und zu harmonisieren;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - GEGENSTAND

Die Wallonische Regierung legt die neuen Vergütungsmodalitäten, die auf übertragene Aufgaben wirtschaftlicher Art angewandt werden, die den Inhabern übertragener Aufgaben anvertraut werden, wie folgt fest:

Im Rahmen der Verwaltung von finanziellen Beteiligungen:

Die Vergütung, die den Inhabern übertragener Aufgaben für alle Leistungen zusteht, die im Rahmen der Ausübung übertragener Aufgaben im Zusammenhang mit der Verwaltung von finanziellen Beteiligungen erbracht werden, wird auf einen jährlichen Betrag von 2 % (ohne Steuern aller Art) festgelegt, der auf den eingezahlten Betrag der Beteiligungen berechnet wird, die im Rahmen übertragener Aufgaben im Namen und für Rechnung der Wallonischen Region am 31. Dezember eines jeden Jahres gezeichnet wurden.

Die Inhaber übertragener Aufgaben werden sich nach besten Kräften bemühen, diese Aufwendung von den beteiligten Unternehmen tragen zu lassen.

Der Wallonischen Region wird die Differenz zwischen den Beträgen, die den beteiligten Unternehmen tatsächlich in Rechnung gestellt werden konnten, und dem oben genannten Betrag von 2 % in Rechnung gestellt.

Im Rahmen der Verwaltung von Darlehen:

Die Vergütung, die den Inhabern übertragener Aufgaben für alle Leistungen zusteht, die im Rahmen der Ausübung übertragener Aufgaben im Zusammenhang mit der Verwaltung von Darlehen erbracht werden, wird auf einen jährlichen Betrag von 2 % (ohne Steuern aller Art) festgelegt, der auf die Restschuld der Darlehen berechnet wird, die im Rahmen übertragener Aufgaben im Namen und für Rechnung der Wallonischen Region am 31. Dezember eines jeden Jahres gewährt wurden.

Die Inhaber übertragener Aufgaben werden sich nach besten Kräften bemühen, diese Aufwendung ganz oder teilweise von den finanzierten Unternehmen tragen zu lassen.

Der Wallonischen Region wird die Differenz zwischen den Beträgen, die den finanzierten Unternehmen tatsächlich in Rechnung gestellt werden konnten, und dem oben genannten Betrag von 2 % in Rechnung gestellt.

Im Rahmen der Verwaltung von Garantien

Die Vergütung, die den Inhabern übertragener Aufgaben für alle Leistungen zusteht, die im Rahmen der Ausübung übertragener Aufgaben in Bezug auf die Verwaltung von Garantien erbracht werden, wird nach folgender Formel berechnet (ohne Steuern aller Art):

Direkte und indirekte Kosten, die der Gewährung der Garantie zugewiesen werden × 105%.

Der Gesamtbetrag der den Inhabern übertragener Aufgaben gemäß dieser Bestimmung zustehenden Vergütung darf nicht höher sein als die in Rechnung gestellten Garantiegebühren.

Artikel 2 - HAUSHALTSNEUTRALITÄT

Die Auswirkungen dieser Vergütungspolitik auf den Haushalt müssen für die Wallonische Region neutral sein.

Sollten die in Artikel 1 dargelegten Modalitäten eine zusätzliche Belastung für die Region darstellen, wird eine Kürzung der von der Region jährlich gewährten Mittel zur Übernahme eines Teils der "Wallonie Entrepreneurs" gewährten Betriebskosten in Höhe dieser Belastung vorgenommen.

Ein Bericht über die Haushaltsneutralität wird jedes Jahr für den Minister für Wirtschaft und den Minister für Haushalt erstellt und der Regierung anlässlich der ersten Entscheidung der Regierung über die Gewährung von Mitteln an "Wallonie Entrepreneurs" im Rahmen von übertragenen Aufgaben wirtschaftlicher Art vorgelegt.

Artikel 3 - VERDIENTE MITTEL

Nach Anwendung der in den Artikeln 1 und 2 festgelegten Bestimmungen werden die während der Ausübung übertragenen Aufgaben wirtschaftlicher Art erwirtschafteten Erträge (Zinsen auf Darlehen und Dividenden) an das Schatzamt der Region zurückgegeben.

Die Tilgung von Darlehen (das Kapital) oder die Kapitalherabsetzung in Form von Bargeld wird nach Abschluss der übertragenen Aufgabe an das Schatzamt der Region zurückgezahlt.

Ein Bericht über die Erträge aus übertragenen Aufgaben wirtschaftlicher Art wird jedes Jahr für den Minister für Wirtschaft und den Minister für Haushalt erstellt und der Regierung anlässlich der ersten Entscheidung der Regierung über die Gewährung von Mitteln an "Wallonie Entrepreneurs" im Rahmen von übertragenen Aufgaben wirtschaftlicher Art vorgelegt.

Artikel 4 - ZAHLUNGSMODALITÄTEN

Die Zahlungsmodalitäten der in den Artikeln 1, 2 und 3 des vorliegenden Erlasses genannten Vergütungen werden innerhalb einer zwischen der Wallonischen Region und den Inhabern übertragener Aufgaben zu schließenden Vereinbarung geregelt.

Artikel 5 - ANWENDUNGSBEREICH

Die Vergütungsbedingungen gelten für alle übertragenen Aufgaben wirtschaftlicher Art, die den Inhabern übertragener Aufgaben ab dem 9. Januar 2023 anvertraut werden.

Die Vergütungsbedingungen, die gegebenenfalls in den verschiedenen Erlassen der Wallonischen Regierung vorgesehen sind, durch die Inhabern übertragener Aufgaben übertragene Aufgaben wirtschaftlicher Art anvertraut werden, gelten als aufgehoben und werden ab diesem Datum nicht mehr angewandt.

Artikel 6 - INKRAFTTRETEN

Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Namur, den 16. November 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALESE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48792]

16 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de bezoldiging van de gemachtigde opdrachten van economische aard toevertrouwd aan "Wallonie Entrepreneurs" en zijn gespecialiseerde dochterondernemingen of aan een gespecialiseerd bedrijf

De Waalse Regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, de artikelen 55 en 58, gewijzigd bij de wet van 25 juli 2008;

Gelet op het decreet van 21 december 2022 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Commissie voor Energie) van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2023,

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 24 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om adviesverlening op 24 oktober 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State is ingeschreven onder het nummer 74731;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 oktober 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de wens van de Waalse Regering om het huidige bezoldigingsbeleid voor gedelegeerde opdrachten van economische aard toevertrouwd aan "Wallonie Entreprendre", zijn gespecialiseerde dochterondernemingen of aan een gespecialiseerd bedrijf (hierna "de Houders van gedelegeerde opdrachten") te vereenvoudigen en te harmoniseren;

Na beraadslaging,

Beschließt:

Artikel 1: VOORWERP

De Waalse Regering stelt de nieuwe bezoldigingsregeling voor gedelegeerde opdrachten van economische aard vast, toevertrouwd aan houders van gedelegeerde opdrachten als volgt:

In het kader van het beheer van financiële bijdragen:

De bezoldiging die verschuldigd is aan de Houders van gedelegeerde opdrachten voor alle diensten die worden uitgevoerd in het kader van de uitoefening van gedelegeerde opdrachten met betrekking tot het beheer van financiële bijdragen is vastgesteld op een jaarlijks bedrag van 2% (exclusief alle soorten belastingen), berekend op het vrijgegeven bedrag van de bijdragen die zijn onderschreven in gedelegeerde opdrachten in naam en voor rekening van het Waals Gewest op 31 december van elk jaar.

De Houders van gedelegeerde opdrachten zullen hun uiterste best doen om ervoor te zorgen dat deze kosten door de deelnemende bedrijven worden gedragen.

Het Waals Gewest zal gefactureerd worden voor het verschil tussen de bedragen die effectief doorgerekend kunnen worden aan de deelnemende bedrijven en het hierboven vermeld bedrag van 2%.

In het kader van het beheer van de leningen:

De bezoldiging die verschuldigd is aan de Houders van gedelegeerde opdrachten voor alle diensten die worden uitgevoerd in het kader van de uitoefening van gedelegeerde opdrachten met betrekking tot het beheer van de leningen is vastgesteld op een jaarlijks bedrag van 2% (exclusief alle soorten belastingen), berekend op het uitstaande saldo van de leningen toegekend in gedelegeerde opdrachten in naam en voor rekening van het Waals Gewest op 31 december van elk jaar.

De Houders van gedelegeerde opdrachten zullen hun uiterste best doen om ervoor te zorgen dat deze kosten geheel of gedeeltelijk door de gefinancierde bedrijven worden gedragen.

Het Waals Gewest zal gefactureerd worden voor het verschil tussen de bedragen die effectief doorgerekend kunnen worden aan de deelnemende bedrijven en het hierboven vermeld bedrag van 2%.

In het kader van het beheer van de waarborgen

De bezoldiging die verschuldigd is aan de Houders van gedelegeerde opdrachten voor alle diensten die worden uitgevoerd in het kader van de uitoefening van gedelegeerde opdrachten met betrekking tot het beheer van de waarborgen is berekend volgens de volgende formule (exclusief alle soorten belastingen):

Directe en indirecte kosten toegerekend aan de toekenning van de garantie $\times 105\%$

Het totale bedrag van de bezoldiging die overeenkomstig deze bepaling aan de Houders van gedelegeerde opdrachten verschuldigd is, mag niet groter zijn dan de gefactureerde waarborgcommissies.

Artikel 2: BUDGETTAIRE NEUTRALITEIT

De budgettaire impact van dit bezoldigingsbeleid zal neutraal moeten zijn voor het Waals Gewest.

Indien de in artikel 1 voorgestelde methoden een bijkomende last voor het Gewest zouden vormen, zullen de middelen die het Gewest elk jaar toekent om een deel van de werkingskosten van "Wallonie Entreprendre" te dekken, ten belope van deze last worden verminderd.

Elk jaar zal een verslag over de budgettaire neutraliteit worden opgesteld, ter bestemming van de Minister van Economie en de Minister van Begroting, dat aan de Regering zal worden voorgelegd ter gelegenheid van de eerste beslissing van de Regering betreffende de toekenning aan "Wallonie Entreprendre" van middelen voor gedelegeerde opdrachten van economische aard.

Artikel 3: MIDDELEN WAAROP AANSPRAAK KAN WORDEN GEMAAKT

Na toepassing van de bepalingen bedoeld in de artikelen 1 en 2, worden de inkomsten gegenereerd tijdens de uitoefening van de gedelegeerde opdrachten van economische aard (rente op leningen en dividenden) teruggestort in de Schatkist van het Gewest.

Elk jaar zal een verslag over de opbrengst van de gedelegeerde opdrachten van economische aard worden opgesteld, ter bestemming van de Minister van Economie en de Minister van Begroting, dat aan de Regering zal worden voorgelegd ter gelegenheid van de eerste beslissing van de Regering betreffende de toekenning aan "Wallonie Entreprendre" van middelen voor gedelegeerde opdrachten van economische aard.

Artikel 4: BETALINGSMODALITEITEN

De betalingsmodaliteiten van de bezoldigingen bedoeld in de artikelen 1, 2 en 3 van dit besluit zullen worden nader opgegeven in een Overeenkomst die moet worden gesloten tussen het Waals Gewest en de Houders van gedelegeerde opdrachten.

Artikel 5: TOEPASSINGSGBIED

De bezoldigingsvoorwaarden zijn van toepassing op alle gedelegeerde opdrachten van economische aard die vanaf 9 januari 2023 aan de Houders van gedelegeerde opdrachten worden toevertrouwd.

De bezoldigingsvoorwaarden, indien van toepassing, bedoeld in de verschillende besluiten van de Waalse Regering die gedelegeerde opdrachten van economische aard toevertrouwen aan de Houders van gedelegeerde opdrachten, worden geacht te zijn opgeheven en zullen vanaf deze datum niet langer worden toegepast.

Artikel 6: INWERKINGTREDING

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Namen, 16 november 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY